

ZOOM

« Carbon Measures » : cette fronde menée par des multinationales pour revoir le comptage des émissions de CO₂

Lancée par ExxonMobil, l'initiative « Carbon Measures » est suivie par plusieurs grands groupes internationaux qui veulent établir une comptabilité plus précise de leurs émissions de CO₂, notamment en évitant les doubles comptes. L'initiative fait débat.



Une raffinerie d'ExxonMobil. L'entreprise propose de revoir la méthode de comptage des émissions de CO₂. (MARCO DE SWART / ANP MAG / ANP via AFP)

Par **Marie Bellan**

Publié le 12 déc. 2025 à 06:25 | Mis à jour le 12 déc. 2025 à 15:29



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Alors que les Nations unies s'apprêtent à fêter ce vendredi les 10 ans de l'accord de Paris pour limiter le réchauffement climatique, [le compte n'y est pas](#). Selon les projections qui découlent des engagements pris par les différents pays signataires de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC), nous nous dirigeons vers un réchauffement compris entre 2,3 °C et 2,5 °C d'ici à la fin du siècle par rapport à l'ère préindustrielle, là où l'accord de Paris prévoyait un objectif de + 1,5 °C au mieux, ou à défaut + 2 °C. Une bonne raison pour les principaux émetteurs de gaz à effet de serre - notamment les producteurs d'hydrocarbures - de se mobiliser pour réduire leurs émissions.

Dans ce contexte, l'initiative menée par ExxonMobil, rejoint par plusieurs multinationales, pour définir une nouvelle comptabilisation des émissions de CO₂, peut être saluée.

L'objectif est d'établir un cadre de comptabilité carbone « fondé sur des registres, qui soit nettement plus précis, qui élimine les doubles comptages et comble les lacunes actuelles

en matière d'information », peut-on lire sur le site de « Carbon Measures », du nom de l'initiative en question.

Une méthodologie standard

Les entreprises membres de la coalition viennent de secteurs très divers : Air Liquide, la banque espagnole Santander, le géant de la chimie BASF, ExxonMobil bien sûr mais aussi le fonds BlackRock. « La première étape pour réduire les émissions mondiales consiste à savoir d'où elles viennent, et jusqu'à aujourd'hui, nous ne disposons pas de système précis pour ce faire. Une méthodologie standard de comptabilisation des émissions de carbone fournit une base nécessaire à un cadre qui encouragera la concurrence, tirera parti des forces de chaque entreprise et mobilisera les forces du marché pour relever le défi de la demande croissante d'énergie tout en réduisant les émissions », déclarait Darren Woods, président du conseil et directeur général d'ExxonMobil lors du lancement de ce nouveau standard.

En réalité, il existe bien un système de comptage des émissions de carbone des entreprises, connu sous le nom de Greenhouse Gas Protocol (GGP), et utilisé par une large majorité des acteurs économiques dans le monde. Pour ses détracteurs, le principal défaut de ce système est qu'il prend en compte non seulement les émissions dues directement aux entreprises concernées, mais aussi les émissions de toute la chaîne d'approvisionnement jusqu'à l'utilisateur final, le fameux scope 3.

Le consommateur déresponsabilisé

Pour les producteurs d'hydrocarbures, le scope 3, c'est-à-dire les émissions émanant de la circulation des véhicules thermiques, représente une part très importante de leurs émissions. Or, pour Darren Woods, tenir un producteur d'hydrocarbures responsable des émissions de sa chaîne d'approvisionnement revient à « tenir McDonald's responsable du poids de ses clients ».

« Il n'est pas raisonnable de calculer les émissions de carburant d'un conducteur lambda dans celle de Total. »

Christian Gollier, économiste

« La responsabilité des entreprises pétrolières dans le réchauffement climatique ne fait pas de doute, mais le double comptage des émissions pose problème. C'est un désastre

en termes de construction d'une comptabilité fiable, ce serait impensable en comptabilité financière », estime Christian Gollier, économiste spécialiste de la tarification carbone et ancien directeur de la Toulouse School of Economics (TSE). « Il n'est pas raisonnable de calculer les émissions de carburant d'un conducteur lambda dans celle de Total, par exemple. Ça déresponsabilise le consommateur qui choisit de prendre sa voiture plutôt que son vélo ou le train. Pour la clarté et la transparence des débats, il faut isoler chaque type d'émissions dans la chaîne de valeur », poursuit l'économiste.

Une tarification carbone

La difficulté d'une telle initiative tient à la multiplication des systèmes de comptabilité qui pourrait en découler. Et à l'impossibilité de pouvoir comparer les données. « Tous les pays rapportent leurs émissions de gaz à effet de serre avec la même méthodologie dans le cadre du bilan mondial découlant de l'accord de Paris. Je ne vois pas ce qu'on peut faire de beaucoup mieux », estime, sceptique, Pierre Friedlingstein, professeur spécialiste du cycle du carbone à l'Université d'Exeter, en Angleterre.

Pour d'autres spécialistes, c'est moins la mesure des émissions qui pose problème que le manque d'incitations à les réduire. « Il me semble que le problème est moins l'absence de métrique commune que la difficulté à imposer [une tarification carbone](#) dont la généralisation serait le véritable accélérateur de la décarbonation des filières industrielles les plus carbonées », conclut Christian de Perthuis, économiste et professeur émérite à l'université Paris-Dauphine.

Mais l'heure est plutôt au désengagement des compagnies pétrolières dans cette voie. ExxonMobil a annoncé cette semaine une réduction d'un tiers de ses investissements bas carbone : ils s'élèveront à 20 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, au lieu des 30 milliards initialement prévus. Un recentrage sur les combustibles fossiles commun à toutes les grandes compagnies pétrolières mondiales.

Marie Bellan